

*L'Adresse—M. Lewis*

certaine qualité—je ne sais pas comment l'appeler, mais peut-être que le mot «effronterie» ou «insensibilité» ou une combinaison de ces mots rendraient l'idée—pour pouvoir faire une telle affirmation.

Je me souviens parfaitement qu'en 1971 les députés libéraux de l'arrière-ban ont parcouru tout le Canada, s'excusant du Livre blanc et invitant les gens à s'y opposer. Certains d'entre eux siègent encore ici. Quelle a été l'attitude du premier ministre lui-même? Abordant le sujet du Livre blanc sur la taxation alors qu'il essayait d'expliquer pourquoi le gouvernement l'avait rejeté, il a déclaré à une émission télévisée, le 28 décembre 1971:

Je vous le concède, il est probable que nous ayons plus entendu parler des groupes puissants que des contribuables libéraux qui n'avaient pas d'avocats bien payés pour les défendre... Je suppose que dans une démocratie de participation, il y aura toujours des gens qui parlent plus fort que d'autres.

Cette déclaration était vraie, mais elle comportait une omission importante. Le premier ministre aurait dû dire: «Il est probable que nous ayons plus entendu et écouté la voix des groupes puissants que celle du contribuable». Cette approche des problèmes décrits aussi sérieusement que l'a fait le premier ministre, me déroute. Cela me déconcerte de l'entendre dire—sincèrement, j'en suis sûr—que son gouvernement ne croit pas que le travailleur doit porter le fardeau de la lutte contre l'inflation—ce ne sont pas vraiment ses paroles, mais c'est en gros ce qu'il a dit. En l'écoutant, je me suis souvenu que son gouvernement majoritaire a provoqué un chômage massif en 1969, pour lutter contre l'inflation. Si cela ne signifie pas que le travailleur porte le fardeau, je m'y perds.

Je me fais un plaisir d'admettre que le premier ministre peut avoir changé d'avis. J'admets qu'il ne faut pas s'attaquer à quelqu'un qui désire changer d'avis et est capable de le faire. Mais il ne doit pas laisser entendre qu'en tant que premier ministre, il n'a jamais essayé de faire porter le fardeau de la lutte contre l'inflation aux travailleurs, car, en réalité, aucun autre gouvernement ne l'a fait aussi impitoyablement que le gouvernement majoritaire libéral à cette époque.

Je suis d'accord avec le premier ministre et le chef de l'opposition (M. Stanfield) quant à la gravité des événements actuels, tant sur le plan national qu'international, et j'admets que nous nous réunissons pour la deuxième session de cette législature pendant une période d'évolution cruciale, non seulement au Canada mais dans le monde entier. C'est pourquoi je veux essayer de parler de ce que je considère comme les contradictions et les dangers de notre système actuel qui sont, à mon avis, en grande partie responsables des problèmes qui se posent à nous.

[Français]

Monsieur l'Orateur, je suis tout à fait d'accord avec le premier ministre (M. Trudeau) qui pense que nos difficultés, les difficultés des Canadiens, les difficultés auxquelles nous faisons face maintenant ne sont pas les difficultés d'une guerre, d'une pénurie ou d'une famine.

Notre problème—ce sont les mots à peu près du premier ministre—c'est celui de la répartition juste de notre immense richesse. Je suis tout à fait d'accord sur cela.

[M. Lewis.]

● (1700)

[Traduction]

Comme j'accepte la déclaration du premier ministre au sujet de la nature de notre problème, je tenterai d'aborder la question d'une manière que mes collègues et moi-même trouvons intelligible. Le chef de l'opposition (M. Stanfield) a dit et une fois encore je ne peux le citer textuellement, mais voici en somme ses paroles. Une des difficultés qui surgit, selon lui, est que le gouvernement actuel ne comprend nullement ce qui se passe au Canada à l'heure actuelle. J'en conviens, mais à mon avis, le parti conservateur, et son discours le dénote, ne comprend guère la situation actuelle. Dans la lutte pour l'incompréhension, je me demande si le parti conservateur ne l'emporte pas d'emblée. De fait, en dépit de tous ses discours et déclarations, le chef de l'opposition, comme le premier ministre l'a signalé, n'a manifesté aucun discernement ni présenté de programme qui s'en inspirerait.

[Français]

Monsieur l'Orateur, le Nouveau parti démocratique avait décidé, lors de l'ouverture de ce Parlement en janvier 1973, d'appuyer le gouvernement minoritaire pour permettre aux députés de remplir la charge que leur avaient confiée les électeurs. Nous avons utilisé notre influence, je veux le rappeler au premier ministre, au cours de la dernière session, pour faire adopter des lois et une politique que nous avons cru bénéfiques pour le peuple canadien. Et maintenant, même ceux à ma droite qui étaient empressés, il y a un an, de renverser le gouvernement s'attribuent les réalisations de ce Parlement parce qu'ils savent que les sondages indiquent que la majorité des Canadiens applaudissent notre décision ainsi que les lois qui en sont ressorties. Et le succès de la dernière session exige, à mon avis, que tous les députés de tous les partis continuent les mêmes efforts, c'est-à-dire fassent fonctionner le Parlement afin de produire des lois et une politique constructives. Nous ne sommes donc pas disposés à jouer à la politique en ce qui a trait au discours du trône. Nos énergies seront dirigées plutôt vers une évaluation des projets de loi ressortant du discours.

[Traduction]

Ayant dit cela, je tiens à souligner que nous désirons des mesures efficaces et un effort concerté pour résoudre les problèmes difficiles auxquels se heurtent les Canadiens. Je tiens à vous signaler que l'inaction devant ces problèmes, bien qu'ils ne soient pas faciles à résoudre, entraînera l'échec du Parlement et de notre pays.

Notre tâche est certainement difficile, mais pour moi cela signifie que notre détermination doit être renforcée d'autant pour veiller à ce que le Parlement ne déçoive pas les Canadiens. Je vous fais remarquer, monsieur l'Orateur, que l'histoire a souvent de ces moments qui mettent en évidence les conditions d'une société plus nettement qu'au cours de toute autre période. Selon moi, c'est une de ces occasions, et cela est corroboré par un sondage Gallup publié hier dans plusieurs journaux. Le sondage a révélé que presque la moitié des Canadiens craignent la menace d'une autre dépression en dépit de la prospérité apparente qui se manifeste autour de nous.